

# Le Sud piégé par les brevets

par Nadine KEIM,\* Bougy-Villars (VD)

*Les pays occidentaux imposent de plus en plus dans le monde entier les brevets, en élargissant progressivement leur portée. Un brevet octroie à son détenteur un droit d'exclusivité commerciale pour son invention en échange de la publication de ses secrets. Environ 90 % des brevets mondiaux sont délivrés dans les pays industrialisés et plus de la moitié de ceux déposés dans les pays en développement sont détenus par l'étranger. Conçu à l'origine pour promouvoir la recherche et l'industrialisation, le brevet est en train de devenir un instrument de monopole au bénéfice des entreprises technologiques avancées du Nord, qui leur permet de contrôler l'utilisation de leurs inventions. Actuellement, la bataille fait rage pour introduire le brevet sur la vie.*

Limité à l'origine aux inventions matérielles, le brevet s'élargit sournoisement aux organismes vivants, tels les animaux, les plantes et même les gènes humains. Dès les années 80, les premiers brevets sur les bactéries, les souris et les plantes ont été octroyés aux Etats-Unis, puis en Europe. L'Union européenne a introduit récemment la directive 98/44 qui autorise le brevet sur la vie. Fortement contestée par quelques pays membres, celle-ci n'est toujours pas entrée en vigueur. La Suisse, en tant que membre de la Convention sur le brevet européen, suit le mouvement de Bruxelles et s'adaptera aussi vite qu'elle le pourra pour répondre aux intérêts de son industrie.

A l'échelle mondiale, l'accord TRIPs sur la propriété intellectuelle de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) représente les premières normes minimales contraignantes en matière de brevets. Le sujet a été imposé lors des négociations de l'Uruguay Round par les entreprises pharmaceutiques et agrochimiques américaines et européennes, y compris suisses. Ainsi, depuis 1995,

les quelques 170 pays membres de l'OMC sont obligés de breveter les inventions et les procédés technologiques pendant 20 ans. En outre, l'OMC a ouvert grande la porte au brevet sur la vie, puisque les pays membres sont tenus de breveter les micro-organismes, ainsi que les procédés non biologiques et microbiologiques. S'ils ne sont pas obligés de breveter les animaux et les plantes, ils sont néanmoins tenus de protéger les variétés végétales par un système autonome.

Dans cette bataille autour de l'élargissement du droit des brevets, deux conceptions opposées s'affrontent. Au Nord, le souci légitime de rentabiliser les investissements et de renforcer la compétitivité des entreprises. Au Sud, le souci non moins légitime de disposer d'un accès libre aux innovations technologiques, ainsi que d'obtenir un partage juste des bénéfices tirés de leurs ressources génétiques.

\* Coordinatrice pour la politique de développement de la Communauté de travail (Swissaid/Action de Carême/Pain pour le prochain/Helvetas/Caritas).

Le renforcement du système des brevets crée plusieurs inégalités fondamentales pour les pays en développement. Les brevets constituent un obstacle majeur à l'accès aux médicaments. L'accord TRIPs interdit la production ou le commerce d'imitations bon marché de produits brevetés. Cela rend le coût des médicaments prohibitif. Plus inquiétant, cela décourage le développement d'une industrie pharmaceutique locale spécialisée dans les génériques - comme c'est le cas notamment en Inde, en Egypte, au Brésil, en Argentine et en Thaïlande - et empêche l'importation d'imitations à bas prix en provenance de ces pays. Conséquence, les pays du Sud ne peuvent s'offrir les nouveaux médicaments essentiels dont ils ont pourtant grand besoin, que ce soit pour lutter contre le sida, la malaria, la tuberculose, la pneumonie ou la méningite.

En Afrique du Sud, par exemple, quelques 40 multinationales, dont Hoffmann-La Roche et Novartis, ont déposé une plainte contre une législation qui permet d'importer des médicaments génériques à bas prix pour combattre le sida. Cette plainte vient d'être retirée à Pretoria.<sup>1</sup> L'Afrique du Sud connaît le taux de sida le plus élevé au monde (10%) et la grande majorité de ses malades ne peuvent se payer les thérapies onéreuses des multinationales. A l'OMC, le sujet est également devenu explosif avec le récent recours des Etats-Unis contre le Brésil, qui produit des génériques anti-sida et les distribue gratuitement à ses malades. Afin de défendre leurs intérêts financiers, les entreprises pharmaceutiques empêchent ainsi l'accès aux médicaments à bas prix, dont dépend la vie de millions de personnes.

Deuxième inégalité, l'accès aux semences. Les brevets remettent en question la réutilisation et l'échange des semences. Avec l'accord TRIPs, un agriculteur cultivant un maïs modifié, breveté sera obligé d'acheter les semences chaque année, au lieu de garder quelques semences récoltées pour l'année suivante. Pourtant, depuis des temps im-

mémoriaux, le paysan bénéficiait du droit de réutiliser les graines pour la prochaine récolte (*privilèges des paysans*). Encore aujourd'hui, l'échange traditionnel de semences assure 80 % des besoins des paysans pauvres. Cette pratique est garante de leur survie, ils peuvent ainsi limiter leurs coûts et leur dépendance à l'égard de fournisseurs extérieurs.

Dans le cas du coton-couleur breveté par Calgene/Monsanto en 1996, aux Etats-Unis, la firme ne vend pas la graine mais la prête. Les paysans sont payés pour planter le coton transgénique, puis la firme reprend les balles de coton pour les vendre elle-même à l'industrie textile. Les producteurs deviennent des métayers, fortement dépendants de l'entreprise leur livrant les semences. Aux Etats-Unis toujours, l'entreprise RiceTec Inc a obtenu en 1997 un brevet sur une «nouvelle» variété de riz basmati. Celle-ci dérive pourtant des variétés traditionnelles de la région basmati en Inde et au Pakistan, croisée avec d'autres sortes de grains. Suite à de violentes colères paysannes, le gouvernement indien a obtenu un retrait partiel de ce brevet, notamment pour les grains qui poussent dans les régions traditionnelles. RiceTec continuera cependant à bénéficier de l'exclusivité de sa «nouvelle» lignée, cultivée en Amérique centrale et du Sud, ainsi qu'aux Caraïbes, tout en bénéficiant de l'appellation basmati.

### La richesse du Sud

Les brevets ne reconnaissent donc pas les connaissances traditionnelles. Dans l'accord TRIPs, la seule propriété intellectuelle au monde qui n'est pas protégée sont les inventions informelles. L'essentiel de la biodiversité mondiale se trouve dans les pays du Sud, où les communautés locales la maintiennent et l'améliorent depuis la nuit des temps. Mais ce sont les multinationales du Nord qui s'y approvisionnent librement

et gratuitement en ressources et connaissances génétiques. Elles déposent alors un brevet sur les plantes modifiées, sans que les communautés locales ne reçoivent une part des bénéfices ou n'accèdent aux résultats des recherches. Elles font comme si ceux qui ont travaillé, et travaillent toujours, pour le bien commun, en préservant la richesse biologique et les connaissances, n'avaient rien fait.

Le Sud pourrait être riche. On estime que les trois-quarts des produits pharmaceutiques d'origine végétale, allant de l'aspirine à la quinine, viennent de la médecine indigène. Cela occasionne, selon les estimations des Nations Unies, un manque à gagner de plus de 5 mia de \$ par an en droits non versés au Sud. Et de grands gains pour les pays occidentaux... Un plant d'orge d'Ethiopie a rendu l'orge californien résistant à une maladie virale : l'économie réalisée par l'Etat californien est estimée à 160 mio \$. L'Université de Lausanne (UNIL) a identifié il y a quelques années l'action antifongique de la racine d'un arbre qui pousse dans toute l'Afrique. Elle a ensuite collaboré avec l'Université du Zimbabwe pour poursuivre ses recherches sur les propriétés de la plante. Finalement, les chercheurs lausannois ont déposé un brevet aux Etats-Unis en 1999.<sup>2</sup> De nombreuses recherches sont ainsi menées dans les pays en développement sans prise en compte de l'engagement millénaire des populations locales.

Mise en route en 1999, la révision de l'accord TRIPs est toujours en cours au sein de l'OMC. Une centaine de pays en développement ont présenté plusieurs propositions de réformes. Mais ils se heurtent aux



*Près de 90 % des brevets sont délivrés dans le Nord.*

résistances des pays occidentaux. Ceux-ci tiennent aux normes minimales de l'accord TRIPs, y compris au brevet sur la vie. Ils pèsent de tout leur poids dans la bataille et souhaitent une révision qui se limite à évaluer si les dispositions de l'OMC ont bien été mises en vigueur par les pays membres.

De leur côté, les pays en développement exigent qu'il soit tenu compte des implications des brevets sur le développement, les droits de l'homme et l'environnement. Ils demandent notamment : l'interdiction des brevets sur le vivant, la reconnaissance des innovations traditionnelles, l'accès aux semences et aux médicaments essentiels, la prise en compte des besoins de développement des pays pauvres (souveraineté alimentaire, santé publique,

etc.), le report de la date de mise en œuvre de l'accord TRIPs pour les pays en développement. De multiples questions sont ainsi sur la table et leurs réponses dépendront en grande partie du lancement d'un nouveau cycle de négociations de l'OMC, à Doha (Qatar), en novembre 2001.

## Une dimension politique

On le voit, deux systèmes totalement inégaux s'opposent. D'un côté, le droit des brevets s'applique pleinement et prend une place grandissante : l'accord TRIPs a contraint tous les pays membres de l'OMC à introduire certaines normes minimales de propriété intellectuelle, y compris sur le vivant. De l'autre, les promesses en matière d'assistance technique, de transfert technologique, de compensation et d'exception sont particulièrement floues dans l'accord TRIPs et dépendent du bon vouloir des pays riches. En outre, les textes internationaux, qui font contrepoids au système des brevets, sont faibles et restent la plupart du temps lettre morte (Engagement de la FAO, Convention sur la biodiversité, etc.).

Le fossé entre le Nord et le Sud n'est pas nouveau, mais il va encore être accentué par les brevets. De nouveaux bénéfices sont créés pour les riches, qui aggravent encore la situation précaire des populations défavorisées. Il fut un temps où la Suisse s'est, elle aussi, défendue contre les brevets. Elle a connu son succès économique en copiant des inventions étrangères. Aujourd'hui, les pays pauvres n'ont plus le droit de se développer en imitant les techniques créées par d'autres. Pire, ils sont même amenés à payer un impôt déguisé en faveur des exportateurs de technologies.

Finalement, le brevet sur la vie pose des interrogations majeures à la société. Il comporte des dimensions éthiques fondamentales. C'est un choix qui ne peut être dicté par l'OMC et les pays occidentaux, car il

relève d'une responsabilité collective qui reflète les valeurs de la société dans son ensemble. La notion même de propriété diffère parfois radicalement entre les pays occidentaux et les sociétés traditionnelles, où la propriété n'est souvent pas individuelle mais commune. Les *privileges et droits des paysans* sont un droit différent, qui récompense non pas une invention nouvelle, mais une conservation et une tradition.

Les pays en développement ainsi que les organisations de développement ont clairement refusé le brevet sur la vie.<sup>3</sup> Cette position n'est d'ailleurs pas seulement dans l'intérêt des pays en développement, mais également dans celui des industries pharmaceutiques et agrochimiques. L'érosion rapide des ressources génétiques fait que nous avons tous intérêt à préserver la diversité biologique.

N. K.

<sup>1</sup> Le secrétaire pour la Justice économique de la Conférence des évêques catholiques d'Afrique du Sud, Nelville Gabriel, s'est clairement positionné à ce sujet, jugeant l'attitude des transnationales pharmaceutiques criminelle. De son côté, Médecins sans frontières a lancé une pétition internationale sur son site Internet pour demander aux compagnies impliquées de retirer leur plainte. Plus de 100 000 personnes l'ont signée avant le retrait de la plainte (ndlr).

<sup>2</sup> La Déclaration de Berne et deux ONG du Zimbabwe ont accusé l'UNIL de biopiraterie, arguant que l'Etat zimbabwéen, seul habilité à autoriser l'accès aux ressources génétiques, n'a pas signé d'accord avec l'UNIL. Depuis, des discussions sont en cours entre les parties concernées (cf. *Solidaire*, n° 150, Lausanne mars 2001, pp. 16-17) (ndlr).

<sup>3</sup> Lancée en Suisse en automne 2000, dans la perspective de la révision de la loi suisse sur les brevets, la campagne de cartes postales contre les brevets sur le vivant se poursuit. Cartes à commander à Swissaid, ☎ 021 626 28 29 (ndlr).